



Location, maintenance d'un système d'impression numérique monochrome reconditionné et d'un système d'impression numérique polychrome neuf ainsi que d'une solution logicielle et matérielle de gestion des flux d'impression.

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)









Consultation n°

MX24-093





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5.	PRIX.....	6
6.	CONDITIONS DE PAIEMENT .....	8
7.	MODE DE REGLEMENT.....	8
8.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	10
9.	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	11
10.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	12
11.	LITIGE ET SANCTIONS.....	15
12.	FIN DU CONTRAT .....	16

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Location, maintenance d'un système d'impression numérique monochrome reconditionné et d'un système d'impression numérique polychrome neuf ainsi que d'une solution logicielle et matérielle de gestion des flux d'impression.
	Acheteur	École polytechnique
	Type de contrat	Marché public à tranches de fournitures et de services mono-attributaire passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	École polytechnique
	Durée	48 mois fermes
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	cf. article 11

# 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Marché public à tranches de fournitures et de services mono-attributaire passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### ■ Objet de la prestation :

La location, maintenance d'un système d'impression numérique monochrome et d'un système d'impression numérique polychrome, ainsi que d'une solution logicielle et matérielle de gestion des flux d'impression pour le Centre Poly-Média de l'École polytechnique en remplacement du matériel existant pour traiter un volume annuel évalué à 14 millions pages A4 (10 millions de noir et 4 millions de couleur).

### ■ Lieu d'exécution :

**École polytechnique**  
Route de Saclay  
91128 Palaiseau CEDEX.

### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP et ses annexes ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le cadre de réponse complété (CRT) ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

En cas de dérogation ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre de priorité décroissante, comme énumérées ci-dessus.

Les entreprises ne sont pas autorisées à modifier, même subsidiairement, les dispositions contenues dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

En outre, le titulaire est tenu de respecter toute la réglementation en vigueur concernant son domaine d'intervention.

Toute clause portée dans le tarif du titulaire, conditions générales de vente du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

#### ■ **Intervenants**

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'Ecole polytechnique, représenté par Laura CHAUBARD Présidente du conseil d'administration par intérim.

#### **Adresse et coordonnées :**

Direction des Achats  
Ecole polytechnique  
Route de Saclay  
Palaiseau  
91128 Palaiseau  
Téléphone : 01 69 33 32 69

### **3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT**

---

#### ■ **Nature de la prestation :**

Les prestations objet du présent marché relèvent d'un contrat de services.

#### ■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à tranches en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

Les prestations sont décomposées comme suit :

##### ➤ **Tranche ferme :**

##### ▪ **Offre de base obligatoire :**

L'offre de base devra répondre aux exigences et spécifications définies dans le CCTP.

##### ▪ **Variante obligatoire :**

Concernant la solution d'impression noire, le soumissionnaire devra proposer une alternative articulée autour d'un seul moteur loué, reconditionné, de capacité de production doublée de sorte de s'affranchir d'un deuxième moteur noir dans le but de proposer un schéma d'implantation plus compact.

##### ▪ **Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n° 1 (facultative) :**

Le soumissionnaire proposera un module de façonnage de haute capacité, dont les principales caractéristiques seront les suivantes :

- Fabrication de livrets de 8 à 220 pages ;
- Production de livrets à dos carré ;
- Mémorisation de travaux différents ;
- Alimentation des travaux de manière automatique et manuelle ;
- Tête d'agrafage alimentée par une bobine grande capacité ;
- Faible encombrement au sol ;

- A faible impact environnemental.

➤ **Tranche optionnelle :**

En cours de marché, un déménagement pourra être envisagé.

Si tel est le cas, il comprendra le démontage, l'emballage de protection, l'enlèvement, le déplacement de l'ensemble des solutions d'impression numérique monochrome, polychrome avec leurs accessoires et les stations de travail dédiées. Cette prestation inclura également le déballage, le remontage et les essais pour la bonne remise en marche de l'ensemble.

Pour se faire, le titulaire devra utiliser et fournir tous les outils et les moyens nécessaires. Il en assumera la pleine et entière responsabilité.

À ce titre, il devra fournir une assurance valable le moment venu. En cas de dommages, détérioration, le titulaire devra remplacer à ses frais le matériel défectueux (pièces détachées, presses numérique intégrale, stations de travail, serveur, accessoires...etc.).

Le chef de service du CPM se mettra en rapport avec le titulaire afin d'organiser l'ensemble du déménagement. Ce dernier devra respecter le règlement intérieur de l'École polytechnique.

■ **Délai d'affermissement :**

La tranche optionnelle est affermée dans le délai suivant :

Tranche	Délai d'affermissement
Tranche optionnelle	<b>3 mois</b> maximum à compter de la notification du marché

La décision d'affermir la tranche optionnelle sera notifiée au titulaire du marché par ordre de service.

Le **délai de notification** de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la tranche optionnelle sera de **10 jours avant le début d'exécution de la tranche optionnelle**.

■ **Indemnités liées à la tranche optionnelle concernée :**

Le contrat ne prévoit aucune indemnité pour le titulaire en cas de retard ou de non-affermissement de la tranche optionnelle.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Délai de validité du contrat :**

Le contrat est d'une durée de **48 mois ferme**, à compter de la notification au titulaire du marché de l'ordre de service de démarrage des prestations.

■ **Délai de livraison :**

Les matériels devront être livrés au sein de l'unité de reprographie du Centre Poly-Média (CPM) de l'École polytechnique située route de Saclay 91128 Palaiseau. Cette livraison devra être réalisée sans rupture de production du Centre Poly-Média à la date fixée par ordre de service par le Centre Poly-Média de l'École polytechnique.

En cas de non-respect du délai de livraison précisé sur l'ordre de service, les pénalités pour retard prévues à l'article 11 seront appliquées.

Le titulaire devra fournir pour validation au responsable du Centre Poly-Média, préalablement à la livraison un planning de déploiement de l'ensemble des systèmes.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de livrer les appareils proposés dans son offre, il s'engage dès notification, à proposer après acceptation du Centre Poly-Média, des appareils supérieurs ou équivalents, au même tarif et envoyer les fiches techniques du matériel qu'il envisage de mettre en place.

Les matériels seront transportés aux risques et périls du titulaire. Lors de la livraison, le titulaire fera dater et signer par le réceptionnaire, dûment identifié sur le formulaire, un bon de livraison qui justifiera la date de réception des matériels et qui devra obligatoirement être joint à la première facture sous peine de rejet de celle-ci. Toute livraison effectuée en dehors du respect de ces modalités sera refusée et/ou encourra une pénalité.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de respecter la date de livraison contractuelle, il devra impérativement en avvertir le responsable du Centre Poly-Media de l'Ecole polytechnique par lettre recommandée avec accusé de réception, dix jours minimums avant la date effective de livraison, en indiquant les motifs justifiant cette prolongation et en proposant un nouveau délai de livraison. L'acceptation ou le refus de ce délai sera notifié par écrit par le responsable du Centre Poly-Media et une copie sera adressée au Service des achats de l'Ecole polytechnique.

Dans le cas où le titulaire ne prévient pas le responsable du Centre Poly-Media du retard de livraison, l'application des pénalités de retard prévues à l'article 11 se fera sans mise en demeure.

## 5. PRIX

---

### ■ Nature des prix :

Les prix du marché sont fixés sur la base d'un coût location trimestriel ferme et d'un coût copie.

Les prix s'entendent pour :

- **La location trimestrielle** : les prix sont forfaitaires et définitifs.
- **Le coût copie** : les prix sont unitaires, définitifs et révisibles.

### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### ■ Variation des prix :

Les prix de maintenance (coût copie) en cours de marché sont révisibles.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres (juin 2025), appelé mois 0.

**Ils pourront être révisés au 1er janvier de chaque année à la hausse comme à la baisse.**

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix, en transmettant les propositions de nouveaux prix à la Direction des Achats de l'Ecole polytechnique par courrier électronique ([sda.procedure@polytechnique.fr](mailto:sda.procedure@polytechnique.fr)) **au moins (1) mois avant la date de révision** indiquée ci-dessus. Le calcul de la révision sera produit lors de la demande.

L'acheteur disposant d'un délai d'un (1) mois pour accepter les nouveaux prix.

Il répond à la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,5 \times \text{ICTrev-TS}_n / \text{ICTrev-TS}_0 + 0,5 \times \text{IP}_n / \text{IP}_0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

P<sub>0</sub> = prix du mois 0.

ICTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - (Base 100 en déc. 2008). Identifiant Insee 001565183.

IP : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 – Réparation de machines et équipements mécaniques. Identifiant Insee 010764276.

ICTrev-TS<sub>0</sub> et IP<sub>0</sub> correspondent à la dernière valeur publiée de ces indices au mois de remise des offres (septembre 2024).

ICTrev-TS<sub>n</sub> et IP<sub>n</sub> correspondent à la dernière valeur publiée de ces indices au mois de la révision.

Ces indices sont disponibles sur le site internet de l'Insee (<https://www.indices.insee.fr>).

Les prix seront toujours révisés par référence aux prix d'origine.

À défaut de demande de révision formulée par le titulaire, l'Ecole polytechnique se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

#### ■ Révision par ajustement au tarif public :

Les prix sont ajustables en référence au tarif public du titulaire.

Le titulaire adresse, sous peine de forclusion, trente (30) jours calendaires avant la date d'anniversaire de notification du présent accord cadre, par tout moyen permettant de donner date certaine, le nouvel extrait de son tarif public au service des achats de l'Ecole polytechnique ; il donne toutes précisions utiles justifiant ce tarif.

L'Ecole polytechnique fait connaître au titulaire son acceptation ou son refus, par tous moyens permettant de donner date certaine, dans le délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la date de réception par l'Ecole polytechnique du nouveau tarif public.

Le tarif entre en vigueur quinze (15) jours calendaires après acceptation de l'Ecole polytechnique, sauf décision de l'Ecole polytechnique pour une date postérieure, après accord des parties.

Une fois acceptés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine demande d'ajustement.

#### ■ Clause de sauvegarde :

L'Ecole polytechnique se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché lorsque le changement de tarif fait ressortir une hausse de prix annuelle supérieure à 3%. La date d'effet de la résiliation sera alors celle du changement de tarif en cause.

Le titulaire applique à l'acheteur tout rabais et remises, accordés à l'ensemble de sa clientèle. La liste des produits est éventuellement revue au moment de l'ajustement du tarif public du titulaire.

#### ■ Variation des taux de remise :

Les taux de remise sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

#### ■ Offres promotionnelles :

Les systèmes d'impression, les solutions logicielles et les prestations figurants au présent marché peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles proposées par le titulaire, pour une durée donnée. Ces offres promotionnelles peuvent notamment porter sur une diminution des prix nets du marché. Le titulaire adresse les offres promotionnelles au bénéficiaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls systèmes, solutions logicielles et prestations figurant au présent marché. A l'expiration de la promotion, les prix du marché, révisés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article «< révision des prix >> des présentes clauses administratives particulières, sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre promotionnelle s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion précisée et formalisée par le titulaire.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 6. CONDITIONS DE PAIEMENT

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande concerné est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 10%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable. Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire. L'avance est remboursée entre 65% d'avancement des prestations. Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

#### ■ Acomptes / paiements partiels définitifs :

Chaque période trimestrielle constitue un lot de livraison assorti d'un paiement partiel définitif. Le montant de chaque facture correspond au montant total de la location trimestrielle, auquel s'ajoute le montant des copies réellement effectuées au prix unitaire indiqué à l'acte d'engagement (couleur et/ou noir et blanc) en fonction des quantités consommées.

## 7. MODE DE REGLEMENT

#### ■ Modalités de facturation électronique :

Les factures seront établies hors taxe ; elles mentionneront le taux, le montant de la taxe à la valeur ajoutée, le montant toute taxe comprise et porteront la référence du marché.



La facturation sera trimestrielle et à terme échu, au vu des relevés de compteurs faits et envoyés par le centre Poly-Média de l'Ecole polytechnique au titulaire, le montant de la facture correspond au montant trimestriel de la location, des accessoires et de la maintenance (le montant trimestriel de la maintenance des systèmes d'impression est égal au coût copie multiplié par le nombre de copies effectuées dans le trimestre).

La facturation pourra être distincte entre la location des systèmes et la maintenance (coût copie),

Les factures seront transmises par le titulaire chaque fin de trimestre, accompagnée obligatoirement d'une copie du relevé des compteurs de (ou des) appareil(s) maintenu(s) dans le cadre du marché.

- **Le règlement des sommes dues par l'Ecole polytechnique** sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures dématérialisées adressées sur le portail sécurisé Chorus Pro (CPP2017) à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv>, dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ, qui correspond au n° du bon de commande ou au n° du marché ou référence assimilée ex : n° de convention) ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : SFACT (service facturier) pour l'Ecole polytechnique.

#### ■ **Règlement en cas de cotraitance :**

Dispositions relatives aux cotraitants :

- o En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- o En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

#### ■ **Périodicité des paiements :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R.2191-26 du Code de la commande publique).

#### ■ Autorité compétente pour payer les dépenses :

Les comptables assignataires, chargés des paiements, agissant pour le compte des établissements dont ils ont la charge sont : l'agent comptable de l'École polytechnique.

#### ■ Créances :

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire selon les dispositions de l'article R2191-45 du Code de la commande publique. A cet effet, une copie de l'acte d'engagement est remise à sa demande par l'acheteur. Cette copie porte la mention « exemplaire unique » pour être remise, au gré du titulaire à l'établissement financier de son choix.

## 8. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

#### ■ Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire est responsable de la qualité des prestations qu'il fournit.

Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis et établis en réponse aux exigences du CCTP.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur les normes et les exigences du CCTP et lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et en apporter la preuve.

#### ■ Ordre de service :

Conformément à l'article 3.8 du CCAG/FCS, les ordres de service sont établis et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire du marché. Ce dernier doit en accuser réception et retourner, après l'avoir signé, un exemplaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le titulaire du marché estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours, décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS.

#### ■ Installation des systèmes d'impression :

L'installation de l'ensemble de la solution (mise en service, vérification fonctionnelle et technique, connexion au réseau de l'École, formation des utilisateurs) est effectuée par le titulaire selon un calendrier défini avec le Centre Poly-Média lors d'une réunion de cadrage au sein de l'École polytechnique.

#### ■ Maintenance du matériel (cf : article 3.6 du CCTP) :

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à assumer toute opération de maintenance du matériel et les solutions logicielles dans l'unité de reprographie au sein du Centre Poly-Média de l'École polytechnique pendant les heures ouvrables. Le titulaire se mettra en rapport avec le responsable du Centre Poly-Media pour connaître les heures ouvrables spécifiques au service.

La maintenance des matériels et solutions logicielles pendant la période de location comprend le déplacement du technicien, les pièces de rechange et tous les consommables nécessaires à l'utilisation des appareils, à l'exception du papier.

#### ■ Délais d'intervention :

Le titulaire s'engage à intervenir conformément à l'article 3.6.2 du CCTP. Si les délais mentionnés à l'article 3.6.2 du CCTP ne sont pas respectés, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 11.

#### ■ Remplacement d'un appareil défectueux :

Si l'indisponibilité du système d'impression numérique monochrome et/ou du système d'impression numérique polychrome est répétitive ou s'ils présentent une faiblesse de fiabilité, le titulaire assurera leur remplacement immédiat sur demande écrite de l'École polytechnique dans un délai de 8 jours ouvrés.

#### ■ Formation (cf : article 3.5.1 du CCTP) :

Lors de la mise en place des systèmes d'impression numériques monochrome et polychrome, le titulaire assure une formation à l'utilisateur desdits systèmes à l'ensemble des personnels utilisateurs concernés (5 opérateurs, 4 infographes, 3 agents de fabrication et 1 responsable support). Cette formation fait partie de la location du matériel. Elle permettra d'acquérir les compétences requises pour faire fonctionner l'ensemble de la solution tant sur le plan matériel que logiciel. Par nécessité de continuité de service, l'ensemble de l'équipe du centre Poly-Média ne pourra être sollicitée simultanément. Il est donc nécessaire de prévoir de réaliser les formations de niveau 1 et 2 par groupes distincts.

#### ■ Considérations environnementales :

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale. En particulier, le titulaire respecte la réglementation applicable à la gestion des déchets et en particulier à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Il applique pour cela les conditions qu'il a décrites dans son offre technique.

## 9. VERIFICATION DES PRESTATIONS

#### ■ Procédure de vérification :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS, les opérations de vérification qualitative et quantitative (matériels et opérations de maintenance) seront menées par le responsable du Centre Poly-Média de l'Ecole polytechnique ainsi que le responsable sécurité du système d'information de la Direction des Systèmes d'Information (DSI).

#### ■ Mise en ordre de marche :

A compter de la date de livraison des systèmes, le titulaire dispose d'un délai ne pouvant excéder 5 jours ouvrés pour réaliser la mise en ordre de marche des systèmes qui s'effectue en présence du responsable du centre Poly-Média de l'Ecole polytechnique ou son représentant. La mise en ordre de marche consiste à installer le matériel ainsi que tous les accessoires nécessaires aux connexions électriques et informatiques.

Elle n'est considérée achevée qu'après vérification du bon fonctionnement des systèmes ainsi que l'enlèvement des emballages, matériels et outillages ayant servi à l'installation. La validation de la mise en ordre de marche sera validée par le responsable du Centre Poly-média par l'établissement d'un procès-verbal. A aucun moment, lors de la mise en route du matériel, il y aura rupture de la production du Centre Poly-Média.

En cas de non-respect de ce délai de mise en ordre de marche, les pénalités pour retard prévues à l'article 11 seront appliquées.

#### ■ Vérification :

Les opérations de vérification qualitative et quantitative après la mise en ordre de marche des équipements ont pour but de constater que le matériel livré est en bon état de marche, qu'il correspond bien aux exigences et fonctionnalités techniques du CCTP ainsi qu'à celles définies par le titulaire dans son offre.

De plus, une vérification technique de sécurité de la solution sera effectuée par le responsable sécurité du système d'information de la (DSI) dont le détail est donné à l'article 4.4.2 du CCTP, elle consiste à vérifier la conformité aux exigences de sécurité décrites dans la Politique de Sécurité des systèmes d'information (PSSI) pour le domaine concerné.

Si ces vérifications ne donnent pas satisfaction, le titulaire doit y remédier, soit par une mise au point immédiate de l'équipement, soit par un échange du ou des équipements défectueux ou le remplacement du système d'impression concerné, dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la mise en ordre de marche du système.

#### ■ **Décisions après vérification :**

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS, l'admission des prestations sera réalisée par le responsable du Centre Poly-Media de l'Ecole polytechnique.

#### ■ **Admission :**

La décision d'admission est prise par le responsable du Centre Poly-Média, qui dispose d'un délai de 30 jours ouvrés maximum à compter de la livraison des systèmes d'impression pour effectuer l'ensemble des vérifications. Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise. Dans le cas contraire, le responsable du Centre Poly-Media pourra prononcer l'ajournement, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ou il prononce le rejet partiel ou total des prestations.

## **10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

#### ■ Mesures de sécurité :

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

##### - Contrôle nominatif :

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale et en complément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG/TIC, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants :

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; le titulaire doit avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les contrats. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les travaux la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom et prénoms ;
- la date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile personnel ;
- la fonction.

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

- le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ;
- le document CAZ renseigné en version PDF modifiable.

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site au bureau des badges afin de réaliser celui-ci.

Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

- Contrôle d'accès :

Le titulaire et le personnel intervenant lors de prestations du présent marché ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande par les services de sécurité de l'Ecole polytechnique, pendant la durée du marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

## 11. LITIGE ET SANCTIONS

### ■ Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>Les pénalités s'entendent sur tous les jours ouvrés hors période de fermeture de l'établissement.</p> <p><u>Retard dans la livraison, le remplacement ou la reprise du matériel :</u></p> <p>Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, une pénalité d'un montant forfaitaire de <b>200 euros par jour</b> de retard sera appliquée sur la facture dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-le titulaire ne respecte pas le délai de livraison contractuel fixé à l'article 4 du présent marché,</li><li>-le titulaire ne respecte pas le délai de mise en ordre de marche fixé dans le cadre de réponse – cahier N°2,</li><li>-le matériel de remplacement prévu à l'article 4.6 du CCTP n'est pas installé avant la fin du huitième jour.</li></ul> <p><u>Pénalités applicables pour non-respect du délai d'intervention indiqué à l'article 3.6.2 du CCTP :</u></p> <p>Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de non-respect du <u>délai contractuel d'intervention de 4 heures</u> ouvrées fixé à l'article 3.6.2 du CCTP afin de diagnostiquer, corriger les dysfonctionnements ou pannes du matériel, une pénalité d'un montant forfaitaire de <b>80 euros par heure</b> de retard sera imputée sur la facture.</p> <p>En cas de non-respect du <u>délai contractuel de remise en état et de bon fonctionnement de 7 heures</u> ouvrées à partir de la réception de la demande de dépannage par télécopie avec avis de réception, confirmée par courriel tel que fixé à l'article 3.6.2 du CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de <b>80 euros par heure</b> de retard sera imputée sur la facture.</p>



#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles

56 avenue de Saint Cloud

78011 Versailles

Téléphone : 0139205400

Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 12. FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment, les membres du groupement peuvent résilier le Marché pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du Marché diminué du montant des prestations déjà réalisées.

#### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

#### ■ Garantie :

Les systèmes objet du présent marché doivent être garantis pendant la durée de location, à compter de la date de mise en service.

#### ■ Régime de la garantie du matériel :

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sans préjudice du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.



Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose du délai équivalent stipulé au bon de commande pour effectuer toute mise au point ou toute réparation demandée.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

#### ■ Restitution à la fin de la location

En fin de location ou en cas de résiliation, l'École restitue immédiatement le système d'impression numérique monochrome et le système d'impression numérique polychrome en état de fonctionnement, les pièces et les composants n'ayant subi que l'usure consécutive à un usage normal à l'exclusion de toutes les unités de stockage d'informations numériques (disques durs, mémoires statiques, mémoire flash) qui sont remises sans surcoût au Centre Poly-Média.

Afin d'assurer la continuité du service, le nouveau titulaire se mettra en rapport avec l'ancien de telle sorte qu'aucune rupture de production ne se produise au cours de cette phase de passation. Une presse monochrome ainsi qu'une presse polychrome devront au minimum toujours être en capacité d'assurer la production du Centre Poly-Média.

#### Liste des dérogations au CCAG FCS :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4 du CCAG  
La rubrique *Opérations de vérification* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 29 du CCAG  
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 11 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)